

## Brève histoire de l'école à Bruxelles

Au **Moyen Age**, l'enseignement public est un monopole d'église. Au niveau élémentaire, il a un but catéchétique et ne sert qu'accessoirement à apprendre à lire et à écrire. Il est dispensé par les écolâtres des chapitres de cathédrale. A Bruxelles, c'est le chapitre de Sainte-Gudule qui en détient le pouvoir. Au-delà, l'enseignement supérieur dispensé par l'Université sert à former des clercs.

Cet état de fait change avec la Réforme, qui met l'accent sur l'instruction du peuple de Dieu, et l'humanisme de la **Renaissance**. L'Eglise catholique découvre alors l'intérêt de former, dans les classes aisées d'abord, des « honnêtes hommes » capables de résister à la Réforme, de défendre la seule vraie foi et de jouer un rôle social de premier plan. Des collèges d'Humanités sont créés à travers l'Europe sous son impulsion. En 1601, un premier collège est fondé par les **Augustins**



dans leur couvent du Fossé-aux-Loups, à hauteur de la place de Brouckère actuelle. Trois ans plus tard, les **Jésuites** en installent un second à l'ombre de la Cour, entre les rues de Ruysbroeck et de la Paille. Le succès de la formation dispensée en cinq années d'études par ces derniers incite les Augustins à créer une école primaire. Ils disposeront ainsi d'un fond de recrutement à portée de la main pour leur collège.

Suite à l'interdiction de la Compagnie de Jésus par le pape Clément XIV en 1773, les Autrichiens, après de longues hésitations, fondent le **collège Thérésien** dans les locaux délaissés du collège jésuite. Cela inaugure une mainmise croissante de l'Etat sur les programmes scolaires. 150 élèves fréquentent annuellement ce nouvel établissement, pour 180 au collège des Augustins.

Avec l'**arrivée des Français** en 1794, l'Etat acquiert un monopole sur les études supérieures. Les écoles centrales, puis les lycées font leur apparition. Expérience éphémère (1797 à 1803), le réseau des **écoles centrales** dispense l'enseignement d'une dizaine de matières - des Lettres aux Sciences - à des élèves de 12 à 18 ans qui établissent leur programme à la carte. L'école centrale du département de la Dyle est installée dans l'Ancienne Cour avant d'être déménagée, en tant que lycée traditionnel, dans les locaux de l'ancienne abbaye du Coudenberg, impasse de Borgendael. A côté, des collèges municipaux sont censés dispenser un enseignement moyen de type court, étalé sur quatre années tandis que l'Université impériale est divisée en ressorts territoriaux appelés « Académies ». Des facultés de lettre, droit et sciences sont ainsi ouvertes pour la première fois à Bruxelles.



Au niveau de l'enseignement primaire, la Convention avait imposé la création d'une école municipale dans chaque ancienne cure. Mais, accusées par le peuple de répandre la propagande révolutionnaire, elles restaient désespérément vides. Les enfants étaient davantage confiés à des maîtres privés, souvent médiocres. La liberté d'ouvrir des écoles privées est certes garantie mais elle est mise sous la tutelle vigilante du régime.

Protestant et donc plus sensible à l'instruction des classes populaires - chacun ne doit-il pas savoir lire la Bible ? - le **régime hollandais** applique en Belgique une loi de 1806 instaurant l'enseignement public, gratuit, neutre et subventionné par l'Etat. Les enseignants sont, pour la première fois, tenus de posséder un brevet de capacité et l'inspection scolaire se généralise. Pendant cette période, une école communale gratuite est ouverte rue Terarken (1820) et rue des Visitandines (1826). Une école royale ou école primaire supérieure est en outre ouverte par l'Etat dans l'ancien hôtel des Finances, rue des Sols. Pour assurer la formation des professeurs, une école normale est créée à Lierre.

La mainmise d'un pouvoir anticléricale sur l'école n'est de 1830. Aussi ne faut-il et libéraux tombent inscrire la **liberté** Constitution de 1831. réseaux d'enseignement - de cette liberté retrouvée. subventions en échange de la d'intervention dans les programmes.



central autoritaire et pas étrangère à la Révolution pas s'étonner que catholiques rapidement d'accord pour **d'enseignement** dans la Spécificité belge, deux libre et officiel - vont naître L'Etat leur accordera des reconnaissance d'un droit

Forts de cette liberté retrouvée, les ordres religieux retrouvent le chemin de l'école. Outre les nombreux établissements réservés aux filles, une école est ouverte à la rue du Chêne en 1832 par les Frères des écoles chrétiennes. Trois ans plus tard, les jésuites font de même à la rue des Ursulines où ils inaugurent le premier collège Saint-Michel.

**L'enseignement communal** est plus lent à se mettre en place. Après plusieurs tentatives infructueuses, deux lois de 1836 obligent les communes à reprendre en main les écoles communales délaissées depuis l'Indépendance, de nommer des instituteurs et de veiller au bon fonctionnement de l'instruction. L'école libre reste indépendante et aucune restriction n'est posée à sa création ou à son fonctionnement.

Un pas supplémentaire est franchi par la **loi du 23 septembre 1842 sur l'instruction primaire**. Elle reconnaît le rôle respectif du pouvoir civil et du clergé dans l'organisation de l'enseignement et favorise la diffusion de l'instruction publique par trois mesures garantissant :

- l'établissement d'au moins une école primaire dans chaque commune ou groupe de villages. La création d'une école publique est toutefois supplétive, rien n'empêchant la commune d'« adopter » une école libre en la subsidiant ;
- la gratuité de l'instruction aux pauvres, à défaut de la rendre obligatoire ;
- Le soutien financier du gouvernement aux institutions officielles ou subsidiées, conditionnée par le respect d'un programme minimum.



Dans ce contexte, l'enseignement public s'inspire des valeurs chrétiennes et dépend partiellement du clergé puisque le cours de religion et le programme d'enseignement sont soumis à sa supervision.

Cette réglementation, mais aussi l'accroissement de la population des villes liée à l'industrialisation provoquent un envol de la population scolaire : entre 1843 et 1872, elle passe de

222.759 à 492.461 élèves, dont 75 % bénéficient de l'école gratuite. L'enseignement privé, donné par des particuliers, largement dominant jusqu'alors, ne peut plus suffire.

L'accroissement de la population scolaire entraîne de lourdes charges financières pour les communes, forcées par le législateur d'y consacrer une part du budget communal sous peine de suppression des subsides de l'Etat. L'entretien des bâtiments, le mobilier et les fournitures scolaires représentent en effet une dépense parfois considérable.

Un groupe de pression regroupant des militants de l'école publique occupe une place particulière dans le paysage bruxellois à partir des années 1860 : la **Ligue de l'enseignement** qui milite pour l'école obligatoire, gratuite et laïque et veut réformer tant le contenu des programmes que rénover les bâtiments scolaires. Son projet utopiste d'organisation de l'enseignement populaire servira de base à la réforme de l'enseignement primaire de 1879. Le programme proposé, basé sur l'observation et l'expérimentation, sollicite toutes les facultés, sans hiérarchie de matières.

Au lendemain des élections législatives du 11 juin 1878, le ministre de l'instruction publique, le libéral et anticlérical Pierre Van Humbeeck, fait voter une loi garantissant la laïcité et la neutralité de l'école officielle. Le cours de religion reste admis dans l'école, mais en dehors du programme officiel et sans contrainte pour l'élève. La mobilisation massive et autoritaire du clergé contre cette loi provoque, en réaction, la mise sur pied d'un **enseignement catholique paroissial** et la fuite massive des enseignants et des élèves du réseau officiel. En obligeant chaque commune à créer une école publique, la loi porte maladroitement atteinte à l'autonomie communale dont les élus sont souvent d'obédience catholique. En se privant de la collaboration du clergé dans la formation et l'inspection du corps enseignant, elle décrédibilise l'enseignement officiel aux yeux d'une population qui reste majoritairement attachée à l'Eglise.

Dès 1884 et pour trente ans, une majorité catholique absolue s'installe au parlement et n'aura de cesse de diminuer l'influence de l'enseignement officiel. La première hémorragie se produit par le vote immédiat de la loi Jacobs qui autorise les communes à supprimer des écoles publiques et à « adopter » et donc à subsidier des écoles paroissiales. Les diplômés de l'enseignement catholique sont désormais autorisés à enseigner dans les écoles officielles. Dix ans plus tard, la première loi Schollaert rétablit le cours de religion au programme de l'enseignement officiel et étend la subside publique à toutes les écoles libres adoptables. En 1911, le système des bons servant de calcul à l'octroi de subsides au prorata du nombre d'élèves inscrits provoque la démission du gouvernement. A la veille de la Guerre, l'enseignement primaire devient enfin obligatoire et l'Etat prend en charge les traitements de tous les instituteurs...



A ce contexte belge, s'ajoutent les conséquences du vote, le 7 juillet 1904, de la loi Combes, qui porte le nom du président du Conseil des ministres français de l'époque. Elle interdit aux congrégations religieuses d'enseigner. Le 1<sup>er</sup> octobre de la même année, les établissements d'enseignement confessionnels doivent fermer en masse. Plusieurs congrégations du nord de la France émigrent alors en Belgique, notamment à Bruxelles où elles s'installent dans les quartiers bourgeois de l'est de la ville.

Après la première guerre mondiale et jusqu'en 1950, face aux nécessités de la reconstruction, une politique de pacification s'instaure. Durant cette époque, la Belgique est gouvernée par des coalitions qui cherchent à éviter l'affrontement. La trêve idéologique et l'application de techniques de couplage des dossiers amènent les partis au Gouvernement à se faire des concessions réciproques. Et ainsi, de compromis en compromis, la subsidiarité de l'enseignement libre s'étend dans des proportions de plus en plus importantes.

Libéraux et socialistes s'efforcent d'obtenir des compensations : fonds des constructions scolaires de l'Etat, droit pour l'Etat de créer des écoles maternelles, mise sur pied d'égalité de la morale non confessionnelle et de la religion.

La constitution de la majorité P.S.C. (Parti social chrétien) homogène de 1950, obtenue à la faveur de la Question royale, bouleverse ce scénario devenu classique. Non seulement Pierre Harmel, à l'époque Ministre de l'Instruction publique, étend le régime des subsides à tous les secteurs de l'enseignement libre, mais il stoppe l'expansion de l'enseignement de l'Etat et, surtout, donne l'impression, par la création de commissions mixtes, qu'il veut mettre l'école officielle sous le contrôle de l'enseignement libre. La réaction de l'opposition est vive, surtout sur ce dernier point.

A la droite triomphante de 1950 succède la gauche victorieuse de 1954. Le Gouvernement annonce une politique de promotion de l'enseignement officiel et de contrôle des subsides à l'enseignement libre. La loi Collard, votée en juillet 1955, traduit cette politique. Cette loi se caractérise essentiellement par la généralisation du paiement direct des traitements du personnel et l'affirmation du devoir de l'Etat de créer des établissements scolaires "là où le besoin s'en fait sentir".



Le P.S.C. et les autorités scolaires catholiques déclenchent une campagne violente contre la loi Collard qui est cependant votée et appliquée. Le pilier catholique se mobilise et déclenche la seconde guerre scolaire.

Les élections de 1958 sont défavorables au Gouvernement: le P.S.C., vainqueur, propose de rechercher une solution négociée à la question scolaire. Une Commission nationale est constituée et se réunit pour la première fois le 8 août 1958. Le 20 novembre, l'accord est signé; le 29 mai 1959, la loi reprenant les principes et fixant les modalités de l'accord est votée. Elle entérine un compromis doctrinal et financier. Le pluralisme des institutions scolaires - qui se traduit par l'existence d'un réseau officiel neutre et d'un réseau libre confessionnel - et le libre choix des parents d'élèves est garanti tandis que le subventionnement est généralisé. Il concerne à la fois les traitements, le fonctionnement des établissements et l'équipement des bâtiments scolaires.

La conclusion du Pacte scolaire calme le jeu. Les problèmes scolaires ne reprendront une certaine acuité que dans le cadre des réformes de l'Etat enclenchées depuis 1970.

La régionalisation, mais surtout la communautarisation de l'enseignement intervenue en 1988 modifient profondément les structures de l'enseignement en Belgique, chaque Communauté menant désormais sa propre politique en la matière. La Communauté flamande en profitera pour développer et promouvoir son propre réseau à Bruxelles.